



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE de SERVICES

N° MNS 2022-05

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Date limite de remise des offres

Date : 28 décembre 2022

Heure : 12h00

Pouvoir adjudicateur

MUSEE NATIONAL DU SPORT

Adresse : 6 Allée Camille Muffat, Stade Allianz Riviera, 06200 NICE

Téléphone : 04 89 22 44 05

Courriel : frederique.devaux@museedusport.fr

Procédure de passation

Marché à procédure formalisée soumis aux dispositions des articles 25, 26 et 67 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Objet du marché

Prestations de surveillance et de télésurveillance du Musée National du Sport - MNS 2022-05

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 <i>Objet du marché</i>	3
1.2 <i>Prestations occasionnelles ou complémentaires</i>	3
1.3 <i>Pouvoir adjudicateur, autorité compétente</i>	3
1.4 <i>Lieux d'exécution des prestations</i>	3
1.5 <i>Reprise de personnel</i>	3
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
2.1 <i>Pièces particulières du marché :</i>	4
2.2 <i>Pièces générales du marché :</i>	4
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION	4
3.1 <i>Durée du marché</i>	4
3.2 <i>Délai d'exécution</i>	4
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION	4
4.1 <i>Assurances</i>	4
4.2 <i>Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail</i>	4
4.2.1 <i>Travailleurs étrangers</i>	4
4.2.2 <i>Liste nominative du personnel et qualification</i>	4
4.2.3 <i>Visites médicales</i>	4
4.2.4 <i>Vêtements de travail</i>	5
4.2.5 <i>Comportement du personnel</i>	5
4.3 <i>Suivi du marché</i>	5
4.4 <i>Situation de sous-traitance dans le marché</i>	5
4.5 <i>Informations relatives à la masse salariale</i>	5
ARTICLE 5. CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE	5
5.1 <i>Cautionnement</i>	5
5.2 <i>Retenue de garantie</i>	5
ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DU PRIX	6
6.1 <i>Contenu des prix</i>	6
6.2 <i>Variation des prix</i>	6
ARTICLE 7. MODE DE REGLEMENT	6
7.1 <i>Modalités de transmission des factures</i>	6
ARTICLE 8. AVANCES ET ACOMPTES	6
ARTICLE 9. PENALITES	7
9.1 <i>Absence de prise de service sur la main courante électronique</i>	7
9.2 <i>Absence de fin de service sur la main courante électronique</i>	7
9.3 <i>Retard d'un agent</i>	7
9.4 <i>Absence de mise sous alarme anti-intrusion d'un local ou du bâtiment</i>	7
9.5 <i>Perte du matériel</i>	7
9.6 <i>Absence aux réunions prévues dans le cadre du marché</i>	7
9.7 <i>Absence de la tenue vestimentaire</i>	7
9.8 <i>Non transmission des plannings généraux</i>	7
9.9 <i>Absence de compte-rendu d'incident sur la main courante électronique</i>	7
9.10 <i>Absence de PTI</i>	7
9.11 <i>Transmission des factures</i>	7
9.12 <i>Absence d'une lampe torche « grande portée »</i>	7
9.13 <i>Absence d'un passage d'un contrôleur</i>	8
9.14 <i>Non-respect de la procédure de formation</i>	8
9.15 <i>Dégradations volontaires du matériel ou négligences</i>	8
9.16 <i>Non-respect du délai d'envoi d'un devis pour une prestation exceptionnelle</i>	8
9.17 <i>Non-respect de la transmission d'information relative à la masse salariale</i>	8
ARTICLE 10. RESILIATION	8
10.1 <i>Dispositions générales</i>	8
10.2 <i>Disposition particulière</i>	8
ARTICLE 11. LIEU DE JURIDICTION	8
ARTICLE 12. DEROGATIONS CCAG-FCS	8

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de surveillance et de gardiennage des locaux du Musée National du Sport à Nice.

Les prestations doivent permettre d'assurer la surveillance des accès, la sécurité incendie, de prévenir, d'intervenir et de contrôler toute action suspecte sur le Musée, d'accueillir, de renseigner, de filtrer toute personne qui en demande l'accès et secourir tout individu en difficulté.

Ces prestations s'exécutent la journée, lors des périodes d'ouverture du Musée au public (horaires d'été soit de Juin à Août de 10h00 à 18h00 et horaires d'hiver soit de Septembre à Mai de 10h00 à 17h00, fermé le lundi).

Une prestation de télésurveillance est attendue dans le cadre de la présente consultation, en dehors des périodes d'ouverture du Musée à son personnel et au public. Le titulaire devra assurer une télésurveillance des alarmes intrusion et une levée de doute par envoi d'un agent.

En complément, il est attendu du titulaire qu'il puisse assurer renforcement de la prestation pour des manifestations événementielles diverses (colloque, séminaire, etc.).

1.2 Prestations occasionnelles ou complémentaires

Pendant la durée de validité du marché, le Musée National du Sport pourra demander au titulaire des prestations supplémentaires pour des besoins particuliers.

Ces prestations seront notifiées au titulaire par un bon de commande suivant les conditions financières en Annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les prestations occasionnelles ou complémentaires (événementiel, maître-chien, circonstances particulières...) feront l'objet d'un bon de commande que le Musée National du Sport se réservera le droit de mettre en concurrence.

Le Musée National du Sport se réserve toutes possibilités pour y faire face, dans le respect de la réglementation en vigueur en matière de mise en concurrence.

1.3 Pouvoir adjudicateur, autorité compétente

- Représentant légal du pouvoir adjudicateur : Mme Marie GRASSE, Directrice Générale.
- Personne habilitée à recevoir les documents adressés au représentant légal : Madame Frédérique DEVAUX, Secrétaire Générale & Cheffe des services financiers
- Comptable assignataire des paiements : L'Agent comptable du Musée National du Sport.
- Représentant du Musée National du Sport chargé du suivi de l'exécution du marché : Madame Frédérique DEVAUX, Secrétaire Général Secrétaire Générale & Cheffe des services financiers

1.4 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont à réaliser exclusivement au sein du :

Musée National du Sport
Stade Allianz-Riviera
6 Allée Camille Muffat
06200 NICE

1.5 Reprise de personnel

Les candidats sont informés que, conformément à l'article L1224-1 du code du travail et la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, de l'obligation de reprise de 100% des salariés justifiant d'une ancienneté contractuelle de 4 ans ou plus et d'au moins 85 % du personnel ne remplissant pas les conditions d'ancienneté (dans la limite du nombre de personnes nécessaires au contrat) par le nouveau titulaire du marché.

Chaque candidat est invité à s'informer de la législation en vigueur concernant les conditions de reprise du personnel.

Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les conditions générales du titulaire ne s'appliquent pas. Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières du marché :

- L'acte d'engagement et ses annexes.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.
- L'offre du candidat.

2.2 Pièces générales du marché :

- Le Code des marchés publics – décret n° 2006-975 du 1er août 2006.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par le décret n° 19 janvier 2009.

Article 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

La durée du marché est fixée à trois (3) ans à compter de la date d'exécution.

3.2 Délai d'exécution

La date de début d'exécution des prestations est fixée au **1^{er} février 2023**.

Article 4. MODALITES D'EXECUTION

4.1 Assurances

Le titulaire devra justifier avant tout commencement d'exécution du marché, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

4.2 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

4.2.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou d'accords internationaux.

4.2.2 Liste nominative du personnel et qualification

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel ainsi que leur qualification, au moins quinze jours après la notification du marché tel que défini sur le présent C.C.A.P. Cette liste sera tenue à jour de manière permanente.

A chaque actualisation, la liste sera transmise au représentant du Musée National du Sport.

La qualification du personnel devra être certaine, et conforme à la réglementation en vigueur, à savoir l'arrêté du 30 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur et toute actualisation législative ou réglementaire faisant suite.

Aux vues de la liste nominative et des pièces justificatives, la personne publique se réserve le droit de repousser la candidature d'un agent proposé par le titulaire.

4.2.3 Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra d'autre part son personnel aux examens périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial. Une copie des certificats médicaux sera systématiquement envoyée à la personne publique.

4.2.4 Vêtements de travail

Le titulaire devra doter son personnel d'un vêtement de travail, d'un type et d'une couleur agréés par la personne publique, en conformité avec le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

4.2.5 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande correction. En outre, tout agent devra savoir comprendre, lire, écrire et s'exprimer en français de manière correcte.

4.3 Suivi du marché

La personne publique désigne **Madame Frédérique DEVAUX** comme les personnes responsables chargées du suivi et de la bonne exécution du marché en matière de sûreté et de sécurité incendie. Ils auront notamment en charge, de vérifier la qualification des personnels mis en place pour l'exécution des prestations, ainsi que de leur présence effective aux horaires et lieux indiqués dans le C.C.T.P.

4.4 Situation de sous-traitance dans le marché

Le pouvoir adjudicateur tient à faire savoir que les situations de sous-traitance sont particulièrement à proscrire dans ce marché compte tenu des prestations demandées.

Si un cas de sous-traitance s'avère inévitable dans l'exécution du marché, son agrément sera soumis à une demande officielle transmise au service des achats et de la commande publique au moyen du formulaire DC4, avant tout commencement d'exécution.

L'acceptation éventuelle du sous-traitant n'interviendra qu'après un examen attentif du sous-traitant proposé. Le prestataire qui laisserait s'installer une situation de sous-traitance de fait s'expose à la résiliation pour faute du marché dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-FCS.

4.5 Informations relatives à la masse salariale

Le titulaire sera dans l'obligation de transmettre au Musée National du Sport les informations concernant le personnel à reprendre afin que lesdites informations puissent être transmises aux futurs candidats du marché suivant. Ainsi, il incombera au titulaire, 6 mois avant chaque date anniversaire et dans un délai de 3 jours à compter de la demande du Musée, de communiquer les informations suivantes :

- Le nombre et la qualification de l'ensemble des agents sollicités pour l'exécution du marché.
- L'ancienneté des agents sur les sites.
- L'équivalent temps plein.
- Le coût correspondant à la masse salariale employée dans le cadre de l'exécution du marché,
- Et tout autre élément jugé utile par le Musée ou par le titulaire.

Les informations transmises devront respecter les obligations posées dans la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité en vigueur lors de la demande.

Le titulaire ne pourra invoquer le secret des affaires ou tout autre principe, règles ou pratiques professionnelles pour ne pas répondre à cette obligation.

En cas de comportement fautif du titulaire, notamment refus de transmission des informations ou non-respect des délais, le titulaire se verra appliquer la pénalité prévue à l'article 9.17 du présent CCAP.

Article 5. CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

5.1 Cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

5.2 Retenue de garantie

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

Article 6. MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DU PRIX

6.1 Contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaire. Les prix unitaires du bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement (annexe 1) seront appliqués aux nombres d'heures de gardiennage réellement effectuées pour chaque catégorie de prestation.

6.2 Variation des prix

Le marché est traité à prix unitaires fermes pour la durée initiale du marché.

Article 7. MODE DE REGLEMENT

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les factures seront établies de manière détaillée, faisant apparaître notamment le nombre et le montant unitaire des prestations par catégorie, et seront remises impérativement à la personne publique au plus tard le 8 de chaque mois (cachet de La Poste faisant foi), pour les prestations effectuées le mois précédent.

Seront jointes à celles-ci, une copie du planning du mois correspondant et cela pour chaque site.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix du bordereau révisé comme dit à l'article 6.2 aux quantités réellement facturées. Les factures seront établies en deux exemplaires, le deuxième exemplaire portant la mention « Duplicata ».

Les prestations occasionnelles étant facturées séparément et conformément à la commande, devront quant à elles comporter le numéro de bon de commande.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAG/FCS.

En application de l'article 98 du Code des marchés publics, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de livraison et/ou installation des fournitures faisant l'objet du marché, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le taux des intérêts moratoires est le taux BCE dans le respect des règles en vigueur.

La suspension du délai de paiement, prévu ci-dessus, s'exerce dans les conditions décrites au décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics et à la mise en œuvre du délai maximum dans les marchés publics.

7.1 Modalités de transmission des factures

Dans le cadre de la dématérialisation des factures, la transmission des factures via le portail Chorus Pro est obligatoire. Le portail est accessible au lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les fournisseurs pourront suivre via Chorus Pro le cycle de vie de leur facture : déposée, en cours d'acheminement vers le destinataire, mise à la disposition du destinataire, rejetée, suspendue, mise à la disposition du comptable, mise en paiement.

A titre de rappel et conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics est mise en œuvre selon le calendrier suivant :

- **Depuis le 1^{er} janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises**
- **Depuis le 1^{er} janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire**
- **Depuis le 1^{er} janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises**
- **Au 1^{er} janvier 2020 : obligation pour les micro-entreprises**

Article 8. AVANCES ET ACOMPTES

Il sera fait application de l'article 87 du Code des marchés publics.

Article 9. PENALITES

Les pénalités forfaitaires suivantes s'appliquent, sur constat effectué par le service en charge du suivi du marché, et par émission d'un état qui sera joint à la facture mensuelle (par dérogation à l'article 14 du CCAG).

Toutes les pénalités sont cumulables.

L'article 14.1.3 du CCAG-FCS ne s'applique pas. Toutefois, quel que soit le montant des pénalités, le Musée National du Sport se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

9.1 Absence de prise de service sur la main courante électronique

L'absence de prise de service d'un personnel de la société sur la main courante électronique sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

9.2 Absence de fin de service sur la main courante électronique

L'absence de fin de service d'un personnel de la société sur la main courante électronique sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

9.3 Retard d'un agent

Le retard d'un agent sera sanctionné d'une pénalité de 60 € HT par heure d'absence sur un poste. De plus, ce retard sera déduit de la facture correspondante.

9.4 Absence de mise sous alarme anti-intrusion d'un local ou du bâtiment

Dans le cas où le Musée National du Sport constaterait qu'un local ou bâtiment n'a pas été mis sous alarme anti-intrusion, ce manquement sera sanctionné par une pénalité de 100 € HT.

9.5 Perte du matériel

Dans le cas où la personne publique constaterait la perte d'un ou plusieurs matériels, cette négligence sera sanctionnée d'une pénalité de 300 € HT par matériel perdu.

La personne publique transmettra le devis, pour le remplacement du matériel perdu, à la société titulaire du marché qui devra le prendre en charge.

9.6 Absence aux réunions prévues dans le cadre du marché

L'absence d'une personne de la société titulaire du marché de gardiennage aux réunions prévues dans le cadre du marché sera sanctionnée d'une pénalité de 150 € HT par intervenant attendu.

9.7 Absence de la tenue vestimentaire

Le non-port du vêtement de travail complet indiqué dans le C.C.T.P. sera sanctionné d'une pénalité de 100 € HT par manquement constaté.

9.8 Non transmission des plannings généraux

La non-transmission des plannings généraux dans les délais fixés dans le C.C.T.P. sera sanctionnée par une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

9.9 Absence de compte-rendu d'incident sur la main courante électronique

L'absence de compte-rendu d'incident sur la main courante électronique sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par jour et par agent.

9.10 Absence de PTI

L'absence d'un PTI sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par heure d'absence.

9.11 Transmission des factures

La non-transmission des factures au plus tard le 8 du mois suivant (cachet de La Poste faisant foi) sera sanctionnée d'une pénalité de 10 % de la facture manquante.

9.12 Absence d'une lampe torche « grande portée »

L'absence de lampe torche dans un PC Sécurité sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT par jour.

9.13 Absence d'un passage d'un contrôleur

L'absence d'un passage d'un contrôleur sur le site, comme demandé dans le C.C.T.P, sera sanctionné d'une pénalité de 300 € HT.

9.14 Non-respect de la procédure de formation

Le non-respect de la procédure de formation indiquée dans le C.C.T.P. fera l'objet d'une pénalité de 250 € HT.

9.15 Dégradations volontaires du matériel ou négligences

Dans le cas où la personne publique constaterait la dégradation d'un ou plusieurs matériels, cette négligence sera sanctionnée d'une pénalité de 500 € HT par matériel dégradé.

La réparation et ou le remplacement de ce matériel sera en plus, à la charge du titulaire.

9.16 Non-respect du délai d'envoi d'un devis pour une prestation exceptionnelle

Le non-respect du délai d'envoi d'un devis pour une prestation exceptionnelle cité dans l'article 3.7 du C.C.T.P sera sanctionné d'une pénalité de 150 € HT.

9.17 Non-respect de la transmission d'information relative à la masse salariale

En cas de non-respect de l'article 4.5 du CCAP consacré à l'« Informations relatives à la masse salariale », le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € HT par jour de retard sans mise en demeure préalable.

Si le retard est supérieur à 15 jours, en cas de refus du titulaire de transmettre l'information ou en cas de transmission d'informations jugées erronées par le Musée, le titulaire encourt une pénalité de 300 € HT par jour de retard sans mise en demeure préalable.

Article 10. RESILIATION

10.1 Dispositions générales

Les dispositions prises en matière de résiliation du marché sont celles définies au chapitre 6 du CCAG/FS. Le marché pourra être résilié en particulier lors de non-respect des obligations du titulaire et ce de manière répétée sans que le titulaire puisse prétendre à indemnités.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourrait résilier le marché à tout moment et sans indemnité si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations prévues à l'acte d'engagement, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec accusé de réception précédée d'une mise en demeure.

En dérogation aux dispositions des articles 29 et 33 du CCAG-FCS, dans le cadre d'une résiliation du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à indemnités.

10.2 Disposition particulière

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R324-4 ou R324-7 du code du travail conformément au 1° de l'article 46 du Code des marchés publics le marché est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités, dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/FCS.

Article 11. LIEU DE JURIDICTION

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Article 12. DEROGATIONS CCAG-FCS

L'article 9 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS (application des pénalités). L'article 10.2 du présent CCAP dérogent aux dispositions des articles 29 et 33 du CCAG-FCS.

Fait en un seul original
Lu et accepté
(Signature et cachet de l'entreprise)